

Depuis que je suis à lire et écrire je

Je sais faire des virements tout seul
maintenant j'ai plus besoin de démontrer
à quelqu'un.

Je me débrouille tout seul.

Il n'y a plus personne qui me regarde
et qui me dit si je rate ou pas.

Et si je rate, je recommence,
et je retourne à la poste et c'est
pas si grave.

José ~~David~~ de TOURNAI

Le 29-04-2011



C'est possible!

Les enjeux sociaux de la formation des publics infrascolarisés

Aujourd'hui, les organismes de formation s'adressant aux publics peu scolarisés et peu qualifiés doivent faire face à un défi de taille : la (ré)insertion sur le marché du travail de ces publics. Or, dans le contexte économique actuel, ces derniers n'ont pas ou peu de perspective d'insertion professionnelle, du moins en dehors des 'petits boulots'. La formation a par contre des effets prodigieux en termes d'acquisition de compétences de base, de création de liens sociaux, de revalorisation de l'image de soi, de reprise de confiance en soi et en l'avenir. Mais cet apport est fragile car, une fois la formation terminée, sans accès à l'emploi, on ne peut exclure le retour des difficultés psychosociales présentes avant l'entrée en formation. Pour tenter d'éviter cet écueil, le challenge est de développer avec les personnes des projets concrets ancrés dans leur quotidien et susceptibles de perdurer au-delà du temps de la formation, notamment des projets centrés sur la lutte contre les inégalités...

Des perspectives d'emploi quasi inexistantes

Comme l'écrit Matéo Alaluf ¹, « les discours officiels de l'insertion se réfèrent implicitement au cadre socioéconomique des années 70, où il y avait de la place pour tous ». Ces discours font fi du contexte actuel de raréfaction et de précarisation de

par Christiane VERNIERS

1. Mateo ALALUF, *Dictionnaire du prêt-à-penser. Emploi, protection sociale et immigration. Les mots du pouvoir*, Editions Vie Ouvrière, 2000.

l'emploi, en particulier pour les peu qualifiés, et insistent sur la nécessité 'd'activer' les chômeurs, sans pour autant développer une réelle politique d'emploi. Les organismes de formation s'adressant à des adultes peu scolarisés et peu qualifiés – et notamment les organismes d'alphabétisation – ont alors été sollicités et ont été baptisés *Organismes d'Insertion SocioProfessionnelle*, comme si, à eux seuls, ils pouvaient solutionner le problème... La formation se retrouve ainsi instrumentalisée pour devenir un rouage de la gestion du chômage, voire de la chasse aux chômeurs.

Bien sûr, la formation, y compris l'alphabétisation, peut contribuer à l'insertion professionnelle de quelques-uns, bien sûr il y a toujours des emplois non pourvus, les fameux emplois en pénurie... ; mais Georges Liénard et Ginette Herman² rappellent que « *dans l'hypothèse où tous les emplois 'difficiles à pourvoir' seraient pourvus, c'est-à-dire tous les postes disponibles occupés, cette opération permettrait de diminuer le nombre de chômeurs seulement de 10% en Wallonie et à Bruxelles* ». Dès lors, au lieu des quelque 400 000 chômeurs d'aujourd'hui, on 'n'en aurait plus' qu'environ 360 000... Et une étude de L'IWEPS (Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique), du FOREM et du CSEF (Comité Subrégional de l'Emploi et de la Formation)³ montre qu'il y a seulement 16% des offres d'emploi qui sont accessibles à des personnes ne détenant aucun diplôme au-delà du CESI⁴... Et il s'agit le plus souvent d'offres particulièrement peu attractives : faibles rémunérations, temps partiels, horaires décalés et souvent découpés (tôt le matin et tard le soir), abus horaires fréquents, pénibilité physique et morale, décentralisation des lieux de travail dans des zonings, dévalorisation des tâches et des personnes, courte durée

2. Ginette HERMAN et Georges LIÉNARD, *Travail chômage, stigmatisation*, in *La Revue Nouvelle*, janvier 2009, p. 42.

3. IWEPS, FOREM et CSEF, *Étude exploratoire sur les opportunités d'insertion pour le public éloigné de l'emploi : détection et appariement*, 2009.

4. CESI : Certificat de l'Enseignement Secondaire Inférieur.



Photo : Lire et Ecrire Communauté française

Atelier d'écriture « Depuis que je suis à Lire et Ecrire... », 29 avril 2011

des contrats... etc. Ce sont souvent des emplois qui ne nécessitent aucune formation préalable, si ce n'est éventuellement une rapide adaptation au poste de travail, sur le tas.

Aujourd'hui, la question de l'insertion professionnelle est donc entière pour la grande majorité des demandeurs d'emploi peu qualifiés, accablés à être des 'inutiles au monde', selon l'expression de Robert Castel ⁵.

Face à cette situation, la formation des adultes peu scolarisés semble être un coup d'épée dans l'eau, si du moins on s'en tient aux objectifs d'insertion socioprofessionnelle stricto sensu... Ou alors elle devrait sélectionner drastiquement son public, ne retenir que ceux qui sont les

5. Robert CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.

plus susceptibles de s'insérer rapidement sur le marché du travail et laisser tomber tous les autres... Et encore, le résultat risque de ne pas être à la hauteur des efforts consentis par les personnes en formation (qui du coup tomberaient dans un désespoir à la mesure de leurs espérances premières), par les organismes de formation, par les pouvoirs publics et par la société toute entière.

Outre que ce serait nier le droit à l'instruction, à l'éducation et à la formation pour tous, il y aurait là, non seulement une grande injustice vis-à-vis de personnes qui ont déjà été fortement lésées par notre système social inégalitaire (elles sont celles à qui notre société a donné le moins en termes d'investissement éducatif et, à ce titre, elles y ont droit), mais il y aurait là aussi un très mauvais calcul socioéconomique sur le long terme ainsi que le maintien d'une véritable bombe sociale à retardement.

En effet, pour la société, il y a de nombreux avantages à l'existence de formations pour les adultes peu scolarisés : elles leur permettent de rester dans le bain de la vie sociale et de la vie professionnelle ; elles contribuent à éviter que les enfants de ces publics ne se retrouvent eux aussi en échec scolaire (en aidant les personnes en matière de suivi scolaire et plus largement de prise de conscience du rôle crucial de l'école dans le devenir de leurs enfants) ; elles visent à éviter que ces publics ne se laissent tenter par les sirènes de l'extrême droite ; elles jouent 'écran' vis-à-vis de la délinquance, des assuétudes, de la dépression nerveuse, de la prise abusive de médicaments, etc.

Comme l'écrit Robert Castel, « *les régulations mises en œuvre dans le cadre de la société industrielle étant profondément ébranlées, c'est un nouveau contrat social qu'il faut définir, 'pacte de solidarité, pacte de travail, pacte de citoyenneté' : penser les conditions de l'inclusion de tous pour qu'ils puissent avoir commerce ensemble, comme on disait au temps des Lumières, c'est-à-dire 'faire société' ».*

Bref, les formations contribuent à ce que ces adultes soient considérés comme des citoyens à part entière, avec des droits et des devoirs, ce qui est essentiel dans une démocratie. Il faut en effet prendre la mesure de ce qu'entraîne l'exclusion professionnelle : un déni de démocratie, la négation du vivre ensemble, la précipitation d'une fraction de la population dans un no man's land social et culturel.

Un désarroi social et culturel

En effet, durant la période de plein-emploi dans nos pays, la culture populaire se développait principalement grâce à la sociabilité du travail et à une série d'associations sociales et culturelles qui y étaient liées.

Aujourd'hui, la précarisation, le chômage et la paupérisation ont grandement contribué à briser ces organisations de lutte, d'entraide et d'éducation permanente dont s'était doté le monde ouvrier. Aussi, les publics les plus fragilisés, exclus en masse du marché du travail, se retrouvent en plein désarroi et souffrent non seulement de la pauvreté mais aussi de la perte de repères : les institutions organisées autour du travail sont délégitimées à leurs yeux et l'école ainsi que les institutions culturelles leur apparaissent peu susceptibles de les sortir de l'ornière, eux et leurs enfants ; certains en viennent à concevoir comme fatal leur état de sans-emploi et le passage de l'école à l'aide sociale.

Il s'ensuit soit une très grande passivité et un réel repli sur soi, soit au contraire une révolte qui, entre parenthèses, est déjà exploitée par les mouvements d'extrême droite... ; il s'en suit aussi une forte dépendance aux organismes de tutelle qui dispensent les revenus de remplacement. Leur comportement serait sans doute totalement différent s'ils avaient l'assurance de trouver un emploi et donc des moyens de survie 'normaux' et dignes.

En lieu et place, ils sont pris dans la spirale de la déqualification/désocialisation qu'entraîne la privation d'emploi :

- En effet, les individus en proie à une longue situation d'inactivité professionnelle perdent progressivement leurs compétences et leurs acquis scolaires et/ou professionnels, faute de les utiliser régulièrement : c'est le processus de déqualification engendré par le chômage de longue durée.
- Par ailleurs, les effets des échecs antérieurs, de la paupérisation et de la déqualification engendrent chez les personnes une véritable désaffiliation sociale : isolement relationnel, peur de l'avenir, cantonnement dans le court terme, perte de confiance en soi, découragement, culpabilisation, problèmes de santé, méfiance vis-à-vis des institutions, déstructuration du temps, éloignement de la culture du monde du travail... (et j'en passe). Et l'idéologie actuelle selon laquelle chacun est responsable individuellement de son destin ne fait que renforcer les phénomènes de culpabilisation, de stigmatisation et d'exclusion.

Les marges de manœuvre des organismes de formation

Le combat sur le plan socioéducatif et culturel (tel que mené notamment par les organismes d'alphabétisation) a donc toute son importance, pour tenter d'enrayer cet engrenage de marginalisation :

- En permettant à ces personnes d'acquérir des connaissances et compétences de base et en les familiarisant aux mutations technologiques influençant non seulement la vie professionnelle mais aussi la vie de tous les jours. Par là, la formation leur permet de rester dans le bain de la vie socioprofessionnelle et de rester dynamiques.
- En leur ouvrant des perspectives vers des formations diplômantes ou qualifiantes, en les orientant dans le dédale de ces formations et en les informant sur l'état du marché du travail ainsi que sur les métiers qui leur sont accessibles.
- En leur donnant la parole et en leur faisant découvrir de nouveaux moyens d'expression qui les aident à se réapproprier leur histoire et s'ancrer dans leurs expériences de vie actuelles.

- En les sortant de l'isolement, voire de la déprime, et en leur donnant un statut et une identité plus enviables, plus dignes et plus conformes socialement que d'être simplement au chômage.
- En les aidant à rehausser leur estime de soi et leur confiance en soi, via des activités gratifiantes et valorisantes ; en redonnant même à certains une raison de vivre et de se lever le matin.
- En leur permettant de (re)nouer avec le plaisir d'apprendre, pour apprendre et pour comprendre, et de (re)trouver le plaisir du vivre ensemble, du agir ensemble, du créer ensemble, du lutter ensemble... bref, tout le contraire des effets de la culture de masse.
- En développant des solidarités et en leur permettant de trouver ou retrouver les outils et les moyens pour mener des actions citoyennes, individuelles et collectives. En contribuant ainsi à rendre ces publics plus combattifs vis-à-vis des déterminismes sociaux qui ont pesé et pèsent sur leur destin individuel.

En résumé, la formation permet d'opérer une rupture identitaire, plus ou moins radicale selon les individus : rupture entre deux vies, entre deux images de soi ; rupture avec un passé d'échecs, de petits boulots, de chômage, de marginalité... rupture avec un passé de dépression, de dépréciation de soi, de faiblesse de liens sociaux... (parfois même de vide de sens chez certains).

Est-on pour autant loin de l'objectif de l'insertion socioprofessionnelle ? En apparence oui, puisqu'on est dans le champ des compétences larges. En réalité non, puisque toutes ces compétences sont éminemment transférables sur le plan professionnel. Comme l'écrit Bernard Charlot ⁶, « on se forme *à la fois* pour s'instruire et pour avoir un bon avenir : pour s'instruire et *donc* augmenter ses chances d'avoir un bon avenir ».

⁶. Bernard CHARLOT et al., *École et savoir dans les banlieues et ailleurs*, Paris, Armand Colin, 1992.



Photo : Lire et Ecrire Communauté française

Atelier d'écriture « Depuis que je suis à Lire et Ecrire... », 29 avril 2011

Ayant mis provisoirement l'objectif de l'emploi entre parenthèses, on le retrouve dans le champ des possibles, mais il n'a plus son caractère totalitaire et exclusif. En d'autres termes, en l'absence d'une réelle politique d'emploi, ne lions pas la formation uniquement à l'insertion professionnelle. Oui la formation est utile pour l'emploi, non elle ne débouche pas automatiquement sur l'emploi et étant donné les exigences grandissantes des employeurs et l'ampleur du sous-emploi, il faut veiller à ne pas leurrer les personnes, d'autant plus qu'elles disposent d'un très faible patrimoine scolaire, culturel, social et économique.

Par contre, on est tout à fait droits dans nos bottes lorsque nous assignons à la formation des objectifs larges, appartenant aussi bien à la sphère du culturel, que du social et du professionnel.

Dans la mesure où on laisse les organismes de formation remplir leur mission et s'ils la remplissent bien, ils contribueront à accroître les

connaissances, les compétences, le dynamisme et la conscience sociale des personnes, et donc leurs chances d'insertion professionnelle.

Les participants aux formations d'alphabétisation ne s'y trompent d'ailleurs pas ; en effet, lorsqu'on écoute ce qu'ils disent de la formation et de son impact ⁷, on constate un très grand enthousiasme chez la plupart : ils voient les apprentissages de base comme un moyen pour agir avec plus d'autonomie, évoluer, élargir leurs connaissances et avoir plus d'ouverture culturelle en général ; ils espèrent également que la formation les aidera à chercher du travail. La plupart ressentent fortement la contrainte, que ce soit à se former ou à chercher un emploi. Dès lors, étant tellement enthousiastes vis-à-vis de la formation, ils croient qu'elle débouchera sur une embauche et leur permettra de franchir tous les obstacles... Peut-être signifient-ils par là qu'ils croient pouvoir décrocher un emploi à l'issue d'un cursus complet de formation ; l'alphabétisation représenterait alors à leurs yeux la première étape d'un projet d'insertion ; ils envisagent d'ailleurs pour la plupart de la poursuivre par une autre formation, en vue d'obtenir un diplôme ou d'apprendre ou réapprendre un métier. Ils sont convaincus en outre que l'apprentissage des bases de l'informatique constitue un passeport pour l'emploi.

Ils apprécient par ailleurs fortement la formation pour ses effets immédiats sur leur bien-être socioaffectif : renforcer la confiance en soi, trouver de nouveaux amis, lutter contre la solitude, structurer son temps, avoir quelque chose à faire, sentir qu'on n'est pas tout seul à avoir des problèmes... Ils estiment enfin que la formation leur confère un statut plus valorisant que celui de simple chômeur et qu'elle les met à l'abri d'éventuelles 'tracasseries' de l'ONEM ou du CPAS.

7. Voir notamment : Christiane VERNIERS, *Formation-Insertion : Réflexions générales et analyse du public de la FUNOC. Confirmations scientifiques d'intuitions largement partagées...*, FUNOC-Contradictions, n°130-131, 2^e et 3^e trimestres 2010.

Pour notre part, nous nous refusons à nommer 'insertion sociale' ces différents effets de la formation ; car ce serait faire l'impasse sur le fait que l'insertion sociale dépend en grande partie de l'insertion professionnelle. Il n'y a en effet que l'emploi 'convenable et durable' qui permette l'insertion, sous toutes ses formes. Comment oser parler 'd'insertion sociale' de ces publics, alors qu'ils sont jetés dans la déconsidération sociale, le discrédit et la stigmatisation du fait de leur exclusion professionnelle ?

Plutôt que d'une 'insertion sociale', il s'agit en fait d'une lutte contre la dégradation sociale et psychologique des conditions de vie, d'un coup de pouce pour 'garder la tête hors de l'eau', d'une aide temporaire à la survie psychologique et sociale ; temporaire car si l'emploi n'est pas au rendez-vous, les effets de la formation risquent d'être fragiles et éphémères, circonscrits au temps de la formation.

La question de l'après-formation

Un problème de taille se pose en effet : le risque du caractère éphémère de tous ces apports très positifs et dynamisants de la formation... Qu'en restera-t-il si, à l'issue, la personne ne peut s'insérer professionnellement et se retrouve en quelque sorte à la case départ, non seulement par rapport à l'emploi mais plus largement en ce qui concerne sa vie sociale et culturelle ?... La formation ne risque-t-elle pas, dans ce cadre, de n'avoir été qu'une parenthèse ? Dans ce cas, « *la formation n'est plus projection vers un avenir, elle contribuerait à suspendre le temps* »⁸... Et la situation de vide après la formation risquerait d'entraîner une nouvelle perte de lien social et une nouvelle fragilisation de l'identité. La question est entière-

8. Thérèse LEVENÉ, *Comment mobiliser usagers et agents de l'aide sociale dans des temps initiateurs de changement ?*, Actes du colloque 'Les temps des politiques sociales', Chaire de Travail social et politiques sociales – Université de Fribourg, (Suisse), 22 et 23 novembre 2007.

re et les marges de manœuvre sont peu nombreuses à ce sujet, aussi bien pour les personnes concernées que pour les organismes de formation.

La question se pose surtout en ce qui concerne les apports de type socioaffectif qui risquent le plus de s'estomper rapidement après la fin de la formation ; ils sont en effet, par définition, contextuels, parce que liés à la qualité du groupe, des formateurs et de la situation de formation dans son ensemble ; mais la question se pose aussi pour les compétences et connaissances acquises, qui risquent également de se perdre, faute d'être utilisées.

Aussi, pour éviter ce mécanisme et à défaut d'emploi, certains demandeurs d'emploi tentent de perpétuer leur situation de formation. C'est une stratégie qui a toute sa pertinence, pour maintenir et continuer à accroître sa qualification ainsi que pour préserver son dynamisme, son moral et même, dans certains cas, ses raisons de vivre. Ils évitent ainsi de retomber dans le processus de déqualification/désocialisation engendré par le chômage de longue durée. Il s'agit là de leur part d'un effort pour ne pas perdre pied, pour rester dans la course, pour y croire encore...

Face à cette stratégie des personnes, le challenge des organismes de formation sera de veiller, tant que faire se peut, à ce qu'il y ait progression dans leurs apprentissages et donc construction de véritables parcours de formation et de qualification qui ont du sens ; il s'agit de viser une réelle montée en qualification, générale, sociale et professionnelle. Bref, éviter que les personnes ne stagnent ou ne tournent en rond en formation et viser à ce que les apports de la formation s'ancrent suffisamment dans leur vécu pour qu'ils soient les moins éphémères possible.

Du côté des organismes de formation, la problématique est donc complexe : il ne leur est pas possible, et ce n'est d'ailleurs pas souhaitable, de maintenir les personnes en formation très longtemps, quoique le parcours d'alphabétisation soit particulièrement long et difficile ;

mais tôt ou tard, il faut que les personnes sortent du 'cocon', une fois l'objectif atteint.

On a vu que lâcher les personnes dans la nature est totalement contre-productif ! Dès lors, c'est en formation qu'il faut déjà travailler avec les personnes sur leur 'après-formation' : bien sûr, si c'est possible, les aider à s'insérer professionnellement et/ou les orienter vers une formation de niveau plus élevé ; mais cela n'est possible que pour une infime minorité, et même cette dernière risque de retomber tôt ou tard dans l'ornière.

Aussi, par delà les objectifs de bien-être de type socioaffectif et même d'acquisition de compétences de base – dont les effets risquent d'être éminemment conjoncturels, comme on vient de le voir –, il faut viser à ce que la formation ait des répercussions au-delà du temps et de l'espace de la formation, sur le plan de la vie personnelle, culturelle et sociale, et, pour ce faire, mener durant la formation diverses actions ouvertes sur la société :

- informer les participants quant au tissu associatif local et les mettre en contact avec des acteurs de terrain dans ces associations (associations socioculturelles, associations de parents, comités de quartier, collectifs de consommateurs...) ;
- leur donner des repères sociaux et les mettre en relation notamment avec les mouvements syndicaux, et en particulier avec les comités de chômeurs ;
- les stimuler à se constituer en cercles d'anciens, en clubs de lecture autour d'une bibliothèque, en groupes d'autoformation...

Il s'agit par là de tenter d'éviter qu'ils ne retombent dans l'isolement et la passivité après leur formation.

Plus largement, il s'agit de les conscientiser quant aux injustices dont ils sont les premières victimes et de les associer à la lutte contre les causes des inégalités. Bref, les émanciper, les faire sortir de leur 'analphabétis-

me social', faire jouer à la formation son rôle de levier pour participer pleinement à la vie sociale et aux choix cruciaux auxquels la société est confrontée. En résumé, leur permettre de reconstruire une identité personnelle et collective, leur permettre d'être debout. Comme l'écrit Marcel Hicter ⁹, « *la culture n'est ni la connaissance ni l'érudition ; la culture est une attitude, une volonté de dépassement personnel total, de son corps, de son cœur, de son esprit, en vue de comprendre sa situation dans le monde et d'infléchir son destin ; c'est la prise de conscience du besoin de s'exprimer et la maîtrise des moyens de cette expression* ».

Enfin, donnons le dernier mot à Bernard Charlot : « *Réintégrer dans le champ du savoir les enfants du peuple en situation d'échec, c'est leur faire comprendre que le savoir est un enjeu social, qu'il est aussi leur problème en tant précisément qu'on les en exclut : cela vaut la peine de savoir, je peux, je dois, et non pas seulement en tant qu'individu développant ses potentialités intellectuelles mais en tant que membre d'une classe sociale luttant contre l'oppression* » ¹⁰.

Christiane VERNIERS
La FUNOC

9. Marcel Hicter fut directeur du ministère de la Culture durant de très nombreuses années au cours desquelles il défendit inlassablement la démocratie culturelle ainsi que l'éducation permanente.

10. Bernard CHARLOT, *Je serai ouvrier comme Papa, alors à quoi ça me sert d'apprendre. Échec scolaire, démarche pédagogique et rapport social au savoir. Quelles pratiques pour une autre école ?*, Casterman, 1982, p. 136.

AZIZA.

Depuis que je suis en formation ~~de~~^{en} lire et à écrire ma vie a changé. pour mes filles et pour moi.

j'ai appris plein de choses. je me suis attaché les uns avec les autres, qu'on soit formateur au apprenant.

On est différent, mais on se comprend.

Et on se tient l'un l'autre.

j'aime le formateurs. Parce qu'ils me donnent du temps il me respecte et maintenant je prends la parole devant tout le monde.

Je me sens en sécurité même si je suis avec des gens, que je ne connais pas.

Merci à tout le monde !

Merci bien se mon que j'aime le dire
toujours merci.....